

L'État néolibéral, le néolibéralisme et l'ultralibéralisme

mardi 3 janvier 2017, par [DARDOT Pierre](#), [LAVAL Christian](#), [LE MOAL Patrick](#), [POJOLAT Alain](#), [RIPART Laurent](#), [WILNO Henri](#) (Date de rédaction antérieure : 9 juin 2016).

Le mouvement contre la loi travail est directement confronté aux hommes en costume qui dirigent l'État et à des escadrons harnachés et munis d'armes qui blessent et peuvent tuer. Rien de nouveau sous le soleil pourrait-on se dire en songeant aux luttes du passé...

Pourtant, si, hier comme aujourd'hui, l'État est un instrument de la classe dominante, il évolue : l'État néolibéral n'est pas exactement celui du capitalisme des « Trente glorieuses », de 1945 aux débuts des années 1970.

Sans prétendre refléter tous les points de vue, ce dossier vise à fournir quelques éléments d'analyse et des pistes pour la réflexion stratégique des anticapitalistes et révolutionnaires.

Henri Wilno

Sommaire

- [L'État néolibéral](#)
- [Les fonctions sociales dans le](#)
- [« À bas l'État policier ! »](#)
- [« C'est une profonde erreur](#)
- [Dans ou contre l'État ?](#)

Le milieu des années 1980 a marqué une nouvelle étape dans l'histoire de l'État capitaliste, au moins en France et dans l'ensemble de l'Europe de l'Ouest.

L'État néolibéral

On dit couramment que l'État est l'instrument de la classe dominante. C'est globalement exact mais, dès 1848, Marx avait mis l'accent sur le fait que la bourgeoisie française avait diverses composantes, unies contre le prolétariat, mais aux intérêts différents, voire partiellement contradictoires. Et, par ailleurs, pour gouverner, la bourgeoisie avait besoin de se concilier la couche sociale qui constituait la majorité de la population : la paysannerie.

État et classe dominante

Depuis, si les acteurs ont changé, les coordonnées fondamentales restent les mêmes : l'État

bourgeois reflète et arbitre les conflits entre les différentes fractions de la classe dominante et gère la société dans son ensemble, ce qui l'amène à tenir compte des rapports de forces avec ceux d'en bas.

Dans l'État néolibéral, la force motrice est la fraction internationalisée de la grande bourgeoisie : si sa composante financière est souvent mise en exergue, en fait celle-ci est organiquement liée à sa composante industrielle et commerçante. Comme le soulignent Pierre Dardot et Christian Laval (voir interview ci-dessous), le néolibéralisme n'est pas un ultralibéralisme qui voudrait réduire l'État à sa plus simple expression. Le néolibéralisme met au contraire l'État au service de son projet social et économique.

Dans le contexte de crise économique, il s'agit avant tout de rehausser le taux de profit en mettant en concurrence, par un chantage permanent à l'emploi, les différents prolétariats nationaux. Le paiement de la dette publique est sanctifié et utilisé comme justificatif permanent de l'austérité. L'offensive contre les droits sociaux est noyée dans un discours sur les archaïsmes et le libre choix des individus. Les médias dominants pilonnent les grévistes. Tout est fait pour opposer les différentes catégories populaires et persuader chacun que son voisin est un privilégié ou un profiteur.

Une base sociale restreinte

Malgré cela, la base sociale du néolibéralisme est assez restreinte, notamment en Europe tandis que montent frustrations et mécontentements (souvent récupérés par l'extrême droite). Non seulement, les travailleurs mais diverses couches de la petite et moyenne bourgeoisie redoutent certains des effets des politiques mises en œuvre. Pour les classes dirigeantes, il est donc essentiel de sortir des choix politiques décisifs de la délibération démocratique. La gestion de la monnaie et du système bancaire est donc confiée à des banques centrales indépendantes ; dans la zone euro, la gestion est supranationale (la Banque centrale européenne). Dans l'Union européenne, le respect des règles de la concurrence, les politiques d'austérité et les contre-réformes sociales sont surveillés par la Commission, la Cour de justice et le Conseil européen qui considèrent les résultats des élections nationales comme des clapotis sans grande importance.

Dans l'État néolibéral, il n'y a plus de marge pour les politiques social-démocrates d'aménagement à la marge du système. Et si d'aventure, il vient aux peuples, frustrés dans leurs votes, l'envie de protester directement, ils se heurtent à des appareils sécuritaires et policiers renforcés.

Henri Wilno

Les fonctions sociales dans le collimateur

Le patronat, le gouvernement, les institutions européennes et mondiales sont vent debout contre tous les aspects de ce qu'on avait improprement appelé « l'État providence ». C'est une appellation trompeuse : il ne s'agit pas de cadeaux octroyés par un pouvoir bienfaisant, les acquis sociaux instaurés au cours du 20^e siècle étant le fruit de luttes sociales considérables.

De la fin du 19^e siècle à la Libération, lorsque le patronat discrédité par la collaboration avec les nazis doit faire la part du feu face aux aspirations populaires, se sont mis en place le droit du travail,

la Sécurité sociale et un programme de nationalisations. Quelques conquêtes supplémentaires interviendront jusqu'au début des années 1980. À partir du milieu des années 1980, un tournant se produit : quelle que soit la couleur du gouvernement, une offensive résolue est lancée contre les acquis.

Le tournant du milieu des années 1980

La Sécurité sociale de 1945 s'étend à de plus en plus d'actifs jusqu'en 1978. Les premières diminutions de remboursement avaient commencé avant, dans les années 1960. Elles vont s'accélérer à partir de 1986. Les malades paient de plus en plus pour se soigner, tant chez eux qu'à l'hôpital avec l'augmentation du forfait hospitalier. Mais, malgré les restrictions de moyens, la privatisation de parties de plus en plus importantes, l'assurance maladie et l'hôpital public sont encore debout.

Les multiples attaques contre les retraites de ces 20 dernières années ont détruit le système instauré en 1982 : retraite à 60 ans pour 37,5 années de cotisation. Commencée en 1993 pour le privé, en 2003 pour les fonctionnaires, 2007 pour les régimes spéciaux, la destruction s'accroît encore en 2010 : la retraite est de plus en plus tardive, avec des pensions de plus en plus réduites. Mais si le régime par répartition est mal en point, la retraite par capitalisation ne l'a pas fait disparaître.

Les lois du travail sont en régression depuis le milieu des années 1980, avec un détricotage patient du principe de faveur pour le temps de travail, pour arriver à l'inversion de principe prévue dans le projet de loi travail. Le travail temporaire légalisé en 1972, comme les CDD en 1979, comme l'extension du travail à temps partiel, ont développé la précarité, notamment pour les femmes, les immigréEs et les jeunes, et pour les embauches. La précarité s'étend aussi dans le secteur public, notamment à La Poste.

Ils veulent aller plus loin

Mais 87 % des salariéEs du privé sont encore en CDI. Réduire les droits des CDI, leur possibilité de résistance à l'arbitraire patronal est aussi un des objectifs de la loi travail et de toutes les mesures qui visent les prud'hommes et l'indépendance des inspecteurs du travail. Enfin, le rôle préventif que peuvent avoir les médecins du travail est, lui aussi, remis en cause.

Les résistances sociales de ces 20 dernières années, si elles n'ont pas permis des victoires nettes, ont empêché le patronat d'instaurer dans toute son ampleur la cure néolibérale imposée dans la quasi-totalité des autres pays européens. C'est tout l'enjeu politique et social de la lutte contre la loi travail : refuser le principe même de la destruction des acquis sociaux, refuser le monde de pauvreté, de précarité de la dictature du capital.

Patrick Le Moal

« À bas l'État policier ! »

La répression du mouvement social depuis deux mois, les brutalités policières systématiques dans les manifestations, les comparutions immédiates et leurs lots de mises

en examen, et mises en détention, ne doivent rien au hasard ni à des dérapages des corps de répression...

Auxiliaires indispensables à l'exercice du pouvoir, l'appareil répressif de l'État - constitué de la police, la justice et l'administration pénitentiaire, et l'armée - ont toujours été les ennemis de la classe ouvrière et des révolutionnaires.

« En dernière instance, l'État est une bande d'hommes armés »

Cette définition lapidaire d'Engels reste d'actualité, même si le capitalisme en un siècle et demi a considérablement amélioré et organisé son système d'aliénation idéologique lui permettant de n'être pas systématiquement obligé de recourir à la force pour assurer l'ordre. Mais lorsque le cirque électoral ou les grandes messes sportives mondialement médiatisées ne permettent plus d'assurer l'ordre social, c'est-à-dire l'exploitation capitaliste, les gérants du pouvoir, de « gauche » comme de droite, peuvent en toutes circonstances compter sur l'appareil répressif de l'État. La meilleure illustration nous en est encore donnée cette semaine par François Hollande qui menace presque ouvertement les grévistes des transports s'ils venaient troubler l'Euro de football.

Ainsi, l'État ne manque jamais une occasion pour renforcer son appareil répressif. Après les attentats de Charlie hebdo et du Bataclan, les corps répressifs, à grand renforts publicitaires, ont organisé des campagnes de recrutement dans la police, la gendarmerie, l'armée de terre et l'armée de l'air. Profitant du chômage et de l'incertitude professionnelle de nombreux jeunes, ces campagnes semblent avoir connu un réel succès.

Pourtant, confronté à la violence exercée par l'appareil répressif de l'État, le mouvement social a su en quelques jours désigner son ennemi, rompre avec la peur de la répression, organiser l'auto-défense de ses manifestations, et rompre massivement avec le légalisme en bloquant des raffineries, en occupant des places... Le chemin reste encore long pour que ce mouvement permette de poser à une échelle de masse la question centrale de la nécessité de casser l'appareil répressif.

Les réformistes, leurs illusions... et leur répression !

Fidèles gestionnaires de l'État bourgeois lorsqu'ils sont au pouvoir, les réformistes endossent sans état d'âme les habits de père fouettard des pires despotes de droite, n'hésitant pas à mettre en place des lois liberticides (telle aujourd'hui l'application à répétition de l'état d'urgence ou la loi Urvoas) et organiser la répression la plus féroce.

Jules Moch, ministre socialiste de l'Intérieur, envoya en novembre 1948 60 000 CRS contre 15 000 mineurs grévistes retranchés dans les puits, faisant ainsi 6 morts et de nombreux blessés... suivis par 3 000 licenciements pour « fait de grève ». Ministre de la Justice puis de l'Intérieur du gouvernement Guy Mollet, François Mitterrand refusa pendant la guerre colonialiste en Algérie de gracier 45 nationalistes algériens qui furent alors guillotines. Il en fit de même pour Fernand Iveton, ouvrier militant de la CGT et du PCF, soutien du FLN dont il refusera la grâce et qui sera donc guillotiné le 11 février 1957...

De profondes illusions persistent sur une prétendue indépendance de la justice. Ce corps répressif censé arbitrer les « différends entre citoyens » applique pourtant une justice de classe qui envoie chaque jour en prison les habitantEs des quartiers populaires, les pauvres, les exclus, les sans-papiers, les rebelles à l'ordre établi. C'est pourtant elle qui fait souvent preuve d'une grande mansuétude envers les délinquants en col blanc... Qu'ils soient procureurs, substituts, juges ou avocats, ses acteurs sont souvent issus pour la plupart de la même classe sociale... et assurent la défense de ses privilèges.

Réel instrument de domination sociale et de répression, il faut dénoncer les illusions sur la neutralité et la légitimité de l'État, et profiter de chaque moment où le mouvement social est à l'offensive pour en dénoncer le caractère de classe et chercher à l'affaiblir.

Alain Pojolat

« C'est une profonde erreur d'analyse que de confondre néolibéralisme et ultralibéralisme »

*Entretien. Dans plusieurs ouvrages parus depuis la fin des années 2000, Pierre Dardot et Christian Laval explorent les ressorts du néolibéralisme, l'œuvre de Marx, ainsi que les jalons d'une stratégie de dépassement du capitalisme. Dans leur dernier livre *Ce cauchemar qui n'en finit pas*, ils fournissent une analyse des différentes facettes et conséquences désastreuses du néolibéralisme, et explorent les ressorts de la nécessaire contre-offensive. Nous les avons rencontrés.*

Vous écrivez que le projet néolibéral est foncièrement antidémocratique, même si les gouvernants sont élus. Pouvez-vous préciser ce point ?

La vieille question « qui gouverne ? », que se pose la science politique, se repose de façon aiguë aujourd'hui. Remarquons que les « gouvernants » ne sont pas élus mais nommés. Seuls les « représentants » le sont, ainsi que le chef de l'État dans un régime présidentiel. C'est le néolibéralisme qui réduit la démocratie à une procédure de désignation des dirigeants.

Dans quelle mesure les gouvernants gouvernent-ils et dans quelle mesure sont-ils eux-mêmes gouvernés ? Voilà la vraie question. Le projet néolibéral y a répondu de façon très claire : le gouvernement n'a pas à satisfaire les aspirations et les demandes du peuple, toujours potentiellement totalitaires. Il est d'abord et avant tout l'organe qui doit mettre en œuvre les principes constitutionnels du droit privé, ceux de la libre concurrence et de la propriété privée.

On assiste depuis trente ans, avec une accélération notable depuis la crise de 2008, à la mise en place d'un véritable système institutionnel et politique qui exclut toute participation populaire effective aux choix collectifs, donc toute véritable démocratie.

Selon vous, le néolibéralisme n'est pas un ultralibéralisme qui voudrait faire dépérir l'État ?

C'est une profonde erreur d'analyse que de confondre néolibéralisme et ultralibéralisme. Elle entraîne des conséquences politiques très nocives, comme par exemple de penser que tout interventionnisme gouvernemental est une bonne chose... Ce qui alimente un étatisme toujours très ancré dans la gauche dite de gauche ou radicale, laquelle a parfois du mal à se débarrasser de sa croyance dans les « vertus » de l'État. Certains auteurs en viennent même à faire de l'État un invariant anthropologique. Cette attitude procède d'une dérive intellectuelle et politique qu'il convient de combattre.

En réalité, le néolibéralisme est un nouveau type de libéralisme qui ne rechigne pas à utiliser les moyens étatiques pour imposer partout la logique de marché, c'est-à-dire la logique de la

concurrence, au-delà même du marché des biens et des services. Mieux, c'est un interventionnisme gouvernemental d'un genre très spécial puisqu'il est tourné vers la transformation managériale de l'État lui-même afin de le mettre au diapason de la rationalité capitaliste. C'est cette transformation qu'il faut aujourd'hui regarder en face au lieu de se payer de mots sur le recours à l'État.

Vous expliquez que les stratégies politiques fondées sur le « retour de l'État » sont des impasses. C'est évident surtout quand elles se doublent d'une idéalisation du passé. Mais en même temps, cette aspiration existe parfois dans les luttes sociales ?

Nul doute qu'il y a une aspiration dans les luttes, et plus largement dans l'opinion, à contrer les mécanismes aveugles du capitalisme par des lois et des politiques économiques différentes. En même temps chacun peut voir que les États ne sont pas du tout des remparts contre la pression de la finance, les instruments de lutte contre l'évasion fiscale, ou les lieux de résistance aux pouvoirs oligarchiques.

Au contraire, les États sont dans les mains des oligarchies, ou, plus exactement, sous la direction de ce que nous appelons le « bloc oligarchique ». Qu'une lutte oppose à l'intérieur de l'État les agents des services publics « en bas », et une haute administration oligarchique « en haut », est évident. Mais cela ne fait pas des États de simples instruments immédiatement disponibles pour faire une autre politique.

Il convient de saisir au contraire que l'État, par sa séparation même d'avec la société, est structurellement solidaire de la domination du capital sur le travail. C'est ce qu'il y a encore de précieux dans la pensée de Marx, ô combien trahie par la gauche étatiste et nationaliste depuis des décennies. Et c'est ce que le néolibéralisme, comme interventionnisme gouvernemental étendant la raison du capital bien au-delà de la seule sphère économique, démontre de façon de plus en plus radicale.

Vous ne semblez pas penser comme John Holloway que l'on peut « changer le monde sans prendre le pouvoir ». C'est un point d'accord essentiel mais, pour vous, comment prendre le pouvoir sans « ramener toute la vieille merde », pour reprendre l'expression de Marx ?

C'est toute la question de la révolution qui doit être reposée. Certes on ne pourra faire l'économie d'un affrontement avec le pouvoir d'État. Mais une révolution n'est pas une « prise du pouvoir » qui débouche dans un deuxième temps sur un changement institutionnel. Cela laisse entendre que ceux qui ont « pris le pouvoir » voudront bien le remettre entre les mains du peuple ou du prolétariat. On a vu ce que cela pouvait donner...

Une révolution sociale est une « ré-institution » de la société. C'est la construction de nouvelles institutions, et donc de nouveaux pouvoirs, plus que la « prise du pouvoir », qui importe. Dès que les individus se mettent à inventer des institutions ou à mettre en œuvre des façons nouvelles d'habiter les institutions anciennes, il y a amorce et même effet de révolution. En ce sens, la révolution est permanente. Nous appelons cela la praxis instituante.

Cela met forcément en débat ce qu'on appelle un parti révolutionnaire. Est-il un petit État se préparant à prendre et à exercer le pouvoir d'État ? Est-il un lieu d'invention et de propagation de formes d'action et de vie différentes ? L'aspiration des mouvements récents comme Nuit debout est assez claire : il n'est plus possible de séparer le but et le moyen. La démocratie ne se prépare pas en dehors de la démocratie.

Propos recueillis par Henri Wilno

Dans ou contre l'État ?

Bien que Marx n'ait jamais laissé de théorie aboutie de l'État, il en a du moins posé une critique fondamentale, en soutenant que loin de constituer un arbitre placé au-dessus de la société pour réguler ses conflits comme le soutenaient les philosophes de son temps, il ne constituait que la forme par laquelle une classe exerce sa domination...

Cette critique a amené Marx à poser un premier principe stratégique : puisque l'État est le lieu d'exercice de la domination de la bourgeoisie, il constitue un champ de bataille que le prolétariat doit investir pour conquérir le pouvoir et se constituer à son tour en classe dominante. En conséquence, les marxistes se sont placés dans les institutions représentatives de l'État moderne, en se présentant aux élections et en y obtenant des élus, afin d'acquérir les positions nécessaires au lancement de l'assaut final sur l'appareil d'État.

Contrairement à ceux qui, comme John Holloway, veulent « changer le monde sans prendre le pouvoir », les marxistes ont considéré que se situer en dehors de l'État revenait à se condamner à rester les spectateurs impuissants de la domination bourgeoise. Ce constat a aussi conduit Lénine et Trotski à condamner les « gauchistes » qui se refusaient à assumer le jeu électoral et parlementaire et à poser les bases de ce que Gramsci définissait comme une « guerre de position », sans laquelle la classe ouvrière ne peut espérer conquérir l'hégémonie.

Exercice et conquête du pouvoir

La critique de l'État a amené Marx à dégager un second principe stratégique : le pouvoir d'État est par trop marqué par sa nature de classe pour que le prolétariat puisse se l'approprier. L'histoire du 20^e siècle l'a illustré jusqu'à la caricature, en montrant que ceux qui avaient cru prendre le pouvoir en acquérant un poste ministériel se sont systématiquement fait prendre par le pouvoir...

Comme d'ailleurs l'avait souligné le dirigeant socialiste Léon Blum, l'exercice du pouvoir est tout autre chose que sa conquête. En arrivant à Matignon en 1936, il s'en est tenu à l'exercice du pouvoir en respectant les institutions avec le résultat que l'on connaît. S'il n'ose rompre avec le cadre légal qui fonde l'ordre bourgeois, un gouvernement ouvrier ne peut que gérer les affaires des capitalistes.

La conquête du pouvoir implique quant à elle de rompre avec la légalité et de détruire l'appareil étatique, par trop taillé à la dimension de la société bourgeoise (hiérarchie, bureaucratie, etc.) pour servir un pouvoir authentiquement prolétarien.

Conquête et destruction de l'État : deux objectifs indissociables

Toute la difficulté stratégique du marxisme consiste donc à articuler conquête et destruction de l'État, ce qui suppose de ne pas les penser comme deux étapes successives d'un processus d'émancipation. Les partis ouvriers qui ont cru arriver au pouvoir en accumulant patiemment les expériences municipales dans l'espoir de conquérir un jour les institutions centrales, ont en effet fini par devenir les valets d'un ordre bourgeois qu'ils avaient loyalement servi et qui les avait progressivement remodelés. Pour un révolutionnaire, conquête et destruction de l'État constituent un couple dialectique, deux objectifs indissociables qu'il faut mener de front.

La conquête de l'État implique de poser dans ce vieux monde les germes du monde à venir, ce qui ne peut se faire qu'en développant des expériences partielles, en établissant par exemple à l'échelle municipale des bus et cantines gratuites. Dans le même temps, la destruction de l'État implique de s'employer à délégitimer l'institution, en démontrant qu'il ne saurait être possible de construire un projet d'émancipation dans le cadre de l'ordre bourgeois, ce qui ne peut se faire sans sortir du cadre légal, en utilisant par exemple les moyens que pourrait donner un conseil régional conquis pour les retourner contre le pouvoir central.

C'est en ce sens que les anticapitalistes ne doivent pas s'interroger pour savoir s'ils se situent dans ou contre l'État, mais refuser cette fausse alternative en se plaçant tout à la fois dans et contre l'État.

Laurent Ripart

P.-S.

* Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 340 (09/06/2016) :
<https://npa2009.org/idees/strategie/letat-neoliberal>